

Directeur de la Rédaction

 Mohamed SELHAMI
 selhami@maroc-hebdo.press.ma

Rédacteur en Chef

 Khalil HACHIMI IDRISSE
 idrissi@maroc-hebdo.press.ma

Éditorialiste

 Abdellatif MANSOUR
 mansour@maroc-hebdo.press.ma

Chroniqueurs

 Maïssa BATEH
 Sami EL JAY

Grand Reporter

 Abdellah CHANKOU
 chankou@maroc-hebdo.press.ma

Chef d'Enquêtes

 Amale SAMIE
 samie@maroc-hebdo.press.ma

Rédaction Générale

 Abdellatif EL AZIZI
 azizi@maroc-hebdo.press.ma

 Seddik MOUAFFAK
 seddik@maroc-hebdo.press.ma

 Kamal BENBRAHIM
 kamal@maroc-hebdo.press.ma

 Taieb CHADI
 chadi@maroc-hebdo.press.ma

 Karim BENDAOU
 karim@maroc-hebdo.press.ma

 M'hamed EL KHMOLI
 khmouli@maroc-hebdo.press.ma

 Seddiq ABUL HASSAN
 seddiq@maroc-hebdo.press.ma

 Mustapha TOSSA
 35, Rue Juge 75015 Paris
 tél. : 0603 21 09 69
 tossa@maroc-hebdo.press.ma

 Issam NAJATI
 issam@maroc-hebdo.press.ma

Secrétariat de la Rédaction

 Noureddine JOUHARI
 jouhari@maroc-hebdo.press.ma

 Naïma BOUÂCHRINE
 Naïma@maroc-hebdo.press.ma

 Mohamed ALAOU
 alaoui@maroc-hebdo.press.ma

Assistante de Rédaction

Samira TAKHAMAT

Mise en pages & Photogravure

 Fatiha ABIDINE ZOUAK
 Ghizlane HMAICH
 Bahija EL BOUZZAOUI

Technique

Abdelfettah KHACHAB

Photographe

Haj Hachem

**MAROC HEBDO
INTERNATIONAL**

 45, rue des Bons Raisins
 92150 Suresnes
 Edité par Maroc Hebdo SARL
 RCS : Nanterre B 4030 75 146
 Commission paritaire N° 76491
 ISSN : 1274-1167

Directeur de la publication

Mohamed SELHAMI

**Direction Marketing
& Développement**

 Asmae HASSANI
 asmae@maroc-hebdo.press.ma

Commercial

 Sanae AKASRIOU
 Redouane MALKI

**Responsable administration
et finances**

Rachid MAAJI

MAROC HEBDO
Dépôt légal :

 82/91 -ISSN : 1113-0091-
 CCP : 1806-67C

 4, rue des Flamants-Riviera-
 Casablanca - Maroc

Standard

Tél. : 23.81.76 - (10 lignes groupées)

Fax : 98.21.61

Télécopies

Direction : 98.39.74

Rédaction en chef : 98.28.03

Commercial : 98.13.46

Internet

Web : www.maroc-hebdo.press.ma

E mail : mhi@maroc-hebdo.press.ma

Distribution

NMPP

SOCHEPRESS

Impression

« AL AMAL » (Maroc)

FIL DIRECT

PUBLICATION

Après avoir désespéré de retrouver son poste perdu il y a près de trois ans, l'ancien directeur du journal Ittihad Al Ichtiraki, Mohamed El Brini, prépare son retour sur la scène journalistique avec le lancement prochain d'un quotidien en arabe. Journal voulant occuper le créneau de la presse autonome, "Al Ahdath" (Les événements) ne se veut pas seulement un simple titre mais une société avec un actionariat. Une partie du projet est financée par crédit bancaire.

Par ailleurs, le directeur du "Journal" Aboubakr Jamaï a décidé de lancer un hebdomadaire arabophone dont la rédaction sera animée par l'ancienne équipe de la publication "Maghrib Al Yaoum" mise en veilleuse par son patron Abdelhadi Alami.

INSPECTION

Après avoir passé au peigne fin les comptes de Maghreb Arabe Presse, à Rabat pendant près d'un mois et demi, la redoutable inspection générale des finances (IGF) s'est retournée contre les bureaux de l'étranger de l'agence de presse nationale afin d'élargir le champ de son enquête. Les bureaux concernés sont ceux de Paris, Bruxelles, Madrid, Montréal et Washington.

SÉJOUR

Le commissaire de l'année du Maroc Tajeddine Baddou a élu domicile à Paris chez son ami l'ambassadeur du Mexique, un pays qu'il affectionne particulièrement et dont les plages lui inspirent des réflexions profondes. Auparavant, M. Baddou séjournait à l'hôtel Meurice, dans la capitale française. Or, les frais du séjour sont prohibitifs (environ 5000 Dhs la nuitée). À 18 mois de la fin de l'année du Maroc en France, la facture aurait pu s'élever à quelque 2 millions 700 mille Dhs. Sans compter les extras, bien sûr.

CENTRE CULTUREL

L'action semble bien partie pour la création d'un Centre culturel marocain, à Paris. Un projet que tous les Marocains de France attendent avec impatience depuis des lustres. Face à des dizaines de centres culturels étrangers installés dans la capitale française, notamment les excellentes réalisations tunisienne, algérienne et égyptienne, l'absence du Maroc sur ce plan est criarde. Galvanisé par l'année du Maroc, l'ambassadeur Mohamed Berrada entend lancer dans les meilleurs délais un centre culturel marocain digne de la richesse et de la densité de la civilisation nationale.

Pour le financement de ce projet ambitieux, M. Berrada compte se défaire de deux propriétés vétustes de l'ambassade, le fameux 115 boulevard Saint-Michel et un bâtiment délabré dans le 19ème arrondissement. La cession des ces actifs immobiliers rapportera une bonne partie du financement nécessaire à cette réalisation, qui avoisine les 12 millions de FF.

LITIGE

Samir Elomari, 36 ans, est un chercheur marocain résident au Canada. Il était employé par l'Agence spatiale canadienne jusqu'au 6 mai dernier. Il réclame 5 millions de dollars canadiens à l'Agence spatiale cana-

dienne qui a disposé d'un brevet qui lui appartient concernant un composite avancé.

Et ce composite est réellement révolutionnaire. C'est un produit qui remplace aussi bien l'acier que l'aluminium. Cet alliage exclusif présente un atout majeur dans le développement des futures explorations spatiales.

Il représente un marché potentiel de 2 milliards de dollars. Or, l'Agence spatiale canadienne a conclu une entente pour la commercialisation de ce produit avec une filiale d'Hydro-Québec. Cette entente accorde les droits exclusifs mondiaux à H2T, ladite filiale. Mais rien n'a été prévu pour Samir Elomari qui affirme n'avoir jamais cédé ce brevet à qui que ce soit, d'autant qu'il en est le co-détenteur avec le Massachusetts Institute of Technology qui devrait normalement faire bientôt valoir ces droits dans ce débat juridique. M. Elomari estime donc que l'Agence spatiale le prive de ses droits et des revenus qu'il aurait pu retirer de l'utilisation de ses recherches. Il demande, par ailleurs, l'annulation de l'entente conclue entre H2T et l'Agence spatiale canadienne.

BOURSE

Le groupe ONA est en train d'assainir ses comptes et la comptabilité de ses nombreuses filiales. Une mise au net utile prise en charge par le cabinet d'audit international Arthur Andersen. L'objectif de cette opération est ambitieux: la cotation de l'action ONA à la bourse de Londres. Ceci suppose effectivement la transparence et la sincérité des comptes, tâche à laquelle s'attelle le premier groupe privé marocain. Cette première donnera certainement une nouvelle dimension à la holding dirigée par Fouad Filali. Courageux.

PRIVATISATIONS

Le ministre des Privatizations, l'istiglalien Rachid Filali a du mal à trouver ses marques. À des investisseurs étrangers qui ont constaté le gel du programme des privatisations national, il a répondu récemment lors d'une réunion que son ministère n'a rien à voir avec celui des Finances et qu'il a besoin d'un peu de temps pour relancer tout seul la machine.

Une chose est sûre : entre Rachid Filali et Fathallah Oualalou, le courant ne passe pas. D'ailleurs, l'argentier du Royaume n'a pas suffisamment valorisé le produit des privatisations pour boucler sa Loi de finances. Il semble que le dossier des privatisations est pris en charge par le Premier ministre. Un arbitrage à ce sujet est attendu pour bientôt. Un programme d'envergure suivra.

FAUX FONCTIONNAIRES

Le gouvernement est décidé à débusquer les faux fonctionnaires qui encombrer certains ministères. On parle ainsi de plus de 30 000 cas qui alourdissent le budget de l'État en touchant pendant des années des salaires de complaisance. Plus grave encore, certains appointent et dans le privé et dans le public. Les directions des ressources humaines de certains départements ministériels ont été sollicités pour mener cette opération pilotée par l'argentier du Royaume, Fathallah Oualalou. Dans le collimateur, le ministère de l'Enseignement supérieur connu pour être le refuge d'une armée de pseudo-cadres.


 •Fouad
Filali

 •Rachid
Filali

 •Fathallah
Oualalou

 • Mohamed
Berrada

© Ph. Hadj Hachem

© Ph. Hadj Hachem

© Ph. AFP

© DR